



Ecole-chercheurs PSDR
Chemins de recherches partenariales et
interdisciplinaires

Du 25 au 28 mai 2010, CARCANS (33)

Ouverture et Conférences

Avec la participation financière de :



SOMMAIRE

Ouverture de l'École Chercheurs PSDR	3
Conférence 1 : <i>Quels(s) référentiel(s) de développement pour les territoires périurbains et ruraux ? Chercheurs et acteurs en quête de hauteurs</i> , par Martin Vanier	8
Conférence 2 : <i>Agronomie et territoire : enjeux et perspectives</i> , par Etienne Josien	12
Conférence 3 : <i>Quand les acteurs de l'aménagement du territoire interrogent les chercheurs. Regards sur une pratique en construction</i> , par Vincent Piveteau.....	19

Ouverture de l'Ecole Chercheurs PSDR

(25 mai 2010)

Présentation de la session d'ouverture par André Torre, Directeur National des programmes PSDR

Benoît Fauconneau, Président du centre INRA Bordeaux Aquitaine

Bonjour à tous, j'ai le plaisir de vous accueillir en aquitaine. Bienvenue à tous dans l'Ecole Chercheurs PSDR. A titre d'introduction nous allons voir trois points qui sont : PSDR lui même, à travers la façon dont je perçois les choses, le PSDR Aquitaine et l'Ecole Chercheurs.

Le programme PSDR. Je voulais vous dire que pour moi c'est un modèle et une référence et pour cela je rends hommage à Michel Sebillotte qui l'a construit, porté et développé, qui est donc une référence pour nous. Il a une certaine capacité à s'approprier une interpellation, un projet, une recherche souvent régionale ; et à partir de ceci il en fait un objet de recherche, le conceptualise, le théorise. On peut dire qu'en cela il y a une certaine volonté anticipatrice présente déjà chez tous ceux qui ont bataillé dans PSDR 1 et PSDR 2 qui étaient au cœur des dynamiques. Mais on voit que dans ce qui va se développer dans ce séminaire et dans les thématiques que l'on va développer maintenant on est encore plus anticipateur ; et avec ce que va nous apporter PSDR 3 nous sommes vraiment au cœur des préoccupations du développement.

Maintenant le deuxième point de ce programme est la co-construction de cette spécificité et de cette co-construction. En tant qu'INRA nous avons analysé notre système de partenariat et nous avons considéré que PSDR était un des modèles, un des exemples d'approches de la co-construction avec les partenaires de l'amont jusqu'à l'aval, et bien-sûr cela sert de référence maintenant. Bien sur on se l'est approprié mais pas non plus dans toute sa dimension, toute sa portée jusqu'à celle qui est examinée dans cette Ecole chercheurs et dans d'autres programmes.

Le troisième point et je crois qu'il est porteur, c'est que ce programme est un programme expérimental. La capacité à tirer des bilans d'une première démarche, à rebondir, à vouloir proposer quelque chose, je pense que c'est une force remarquable, une forte remise en question (les chercheurs se remettent en question constamment) et cela constitue une exigence et quelque chose qui me semble spécifique.

Et enfin un dernier point dans le programme. Pour nous c'est une illustration de ce qu'est un programme régional, c'est-à-dire la capacité qu'on a à interpréter, à percevoir des interpellations qui proviennent d'acteurs du développement régional – et en tant que délégué régional c'est quelque chose qui nous arrive constamment – pour les transformer en des questions de recherche en partenariat et ayant une portée générique.

Le programme **PSDR Aquitaine** est beaucoup plus modeste puisque nous sommes les petits derniers. Nous sommes rentrés dans le PSDR3 qui a été une dynamique formidable, une chance de faire cette expérience, de se pencher sur des questions de développement, de faire un diagnostic, de définir des axes, faire travailler les chercheurs entre eux. Sur ce territoire que je vous ai présenté d'une façon simpliste, vous avez par exemple le littoral, la forêt et les vignes qui ne sont pas loin ; donc globalement, vous voyez que nous sommes déjà au cœur de questions qui peuvent se poser ; et puis imaginez-vous que l'Aquitaine est un territoire qui est très fier de ses signes de qualité, et est aussi un des lieux privilégiés vis-à-vis des questions de la façon de maintenir au local ce type de système alors que les questions actuelles qui se posent sont des questions de portée mondiale. Donc voilà tout ce qu'on a travaillé ensemble et nous avons pu via ce programme, échanger avec l'ensemble des acteurs des sciences sociales ; et globalement nous nous sommes aperçu en fédérant ces acteurs que nous étions bien positionné sur cette problématique de développement régional et que nous avons une force de recherche conséquente. Nous sommes entré de plein pied dans le PSDR3 et nous menons ce programme avec le Cemagref.

C'est une chance pour nous et nous avons tout de suite été projetés sur des dynamiques qui sont au cœur de PSDR3. Bien sûr, ce sont les politiques agricoles qui nous intéressent mais dans ce que j'ai présenté de l'Aquitaine, les interfaces avec le tourisme, les interfaces avec le périurbain sont des choses qui sont importantes à traiter. Le fait que nous soyons dans un cadre national est une des richesses et un intérêt pour nous afin de dégager des questions et des réponses de portée générique.

Nous pouvons terminer sur le point de l'**Ecole Chercheurs** elle-même, et à titre de témoignage je dois dire que lorsque nous sommes entré dans cette dynamique, dans le club PSDR, dans ce qui était déjà présent c'était un petit peu dur. Il y a eu beaucoup d'idées, de concepts qui ont été manipulés, cela allait dans tous les sens d'où la difficulté. Je crois que le premier point de cette Ecole Chercheurs est comment faire un travail de conceptualisation ensemble autour de cet objet de recherche, à la fois sur des démarches que l'on mène et l'objet de recherche lui-même. Et c'est un peu l'objet de la conférence me semble-t-il. Le deuxième point est qu'il y a de gros enjeux qui se portent à nous. Les différents ateliers proposés nous permettront de débattre des différents enjeux du développement régional. Voilà ces différents éléments qu'il me semble important d'évoquer vis-à-vis de Ecole Chercheurs. Hormis ces 3 points importants, je ne peux que vous souhaiter une bonne Ecole Chercheurs à tous.

Hugues Ayphassorho, Directeur du Cemagref Aquitaine, Poitou-Charentes et Midi-Pyrénées

Bonjour à tous et bienvenue en Aquitaine. Le Cemagref s'est impliqué dans le programme d'abord en tant que participant à des projets de PSDR1 et PSDR2 sur 3 régions puis sur 5, et comme l'a dit Benoît à l'instant en tant que co-pilote et co-financeur du programme PSDR3, depuis quelques années maintenant. L'invitation avait une nature très différente de celle qui concerne la participation à des projets puisque la co-construction du programme consiste en la participation à l'ensemble des animations, la participation par exemple au bureau de l'intercellule, aux intercellules interrégionales et la participation aux comités scientifiques. Cela ne nous empêche pas d'essayer de contribuer à un certain nombre de projets de recherche qui sont portés dans ce programme PSDR. L'intérêt du Cemagref à s'associer à une démarche initialement portée par l'Inra est avant tout un intérêt institutionnel, nous avons vocation à collaborer avec l'INRA sur un certain nombre de sujets. Nous allons parler des interfaces, des sommets d'interfaces entre l'agronomie, le développement des territoires, les ressources naturelles, évidemment l'eau et d'autres encore. Il s'agissait donc d'un intérêt de co-construction avec des partenaires comme l'Inra et également le fait que les projets ont été ouverts à la communauté scientifique notamment au niveau universitaire : ce n'est pas un objet fermé à certains instituts.

Deuxièmement, c'est bien-sûr la thématique sur l'intérêt scientifique du développement régional qui nous a attiré. Vous savez tous que le Cemagref est organisé en termes d'animation scientifique et par thème de recherche. Nous en avons douze qui structurent les inter-sites et inter-unités de recherche entre activités scientifiques et nous avons un thème de recherche « dynamique territoriale et agriculture multifonctionnelle » qui a conduit à un certain nombre de travaux de recherche. Nous pouvons citer les programmes : eau et territoires, gestion des ressources naturelles, l'intérêt porté sur le tourisme et la valorisation des aménités. La cible du PSDR répondait très exactement à ce thème de recherche dynamique territoriale et agriculture multifonctionnelle.

C'est également un intérêt pour la démarche mise en œuvre, la nouvelle construction nationale avec la déclinaison régionale, c'est aussi comme cela que fonctionne le Cemagref avec une approche comparative et/ou complémentaire entre régions, entre visions interrégionales. Benoît a parlé des questions qui se voient formulées à partir de diagnostics régionaux, à partir d'une demande sociétale et là encore c'est le créneau du Cemagref. Mais l'idée de partenariat, de co-construction avec des opérateurs du développement local, des organismes à vocation politique au sens noble et enfin, ce n'est pas une moindre caractéristique du Cemagref, une construction qui se veut pluridisciplinaire. C'est aussi pour nous une opportunité de développement d'une part avec des collègues scientifiques mais aussi avec des instituts, des régions, des pays, de l'inter région.

Alors la caractéristique de ce PSDR 3 auquel nous avons voulu nous associer correspond aussi bien à un certain nombre d'enjeux qui nous paraissent forts dans l'état actuel : renforcer la modernisation scientifique d'un certain nombre de travaux de recherche. Donc ceci est bien un axe fort du PSDR avec bien sûr la production d'articles scientifiques dans des revues reconnues au sein de l'agriculture ou dans des revues techniques. L'objet est de ne pas seulement apporter des réponses locales mais des débouchés sur des choses génériques, sur des avancées généralisables en termes de résultat de recherche. C'est un enjeu qui est important avec derrière un besoin de capitaliser en termes de méthode. Nous pouvons donc en retirer de l'utilité sociale. Il est clair que dans ce projet il y a un challenge qui nous intéresse sur la capacité d'améliorer la diffusion d'un certain nombre d'avancées scientifiques, de concepts, de connaissances, de méthodes auprès d'opérateurs de développement. Nous sommes sur une dizaine de régions impliquées. Il s'agit d'un échantillon intéressant pour tester la diffusion; le résultat sera d'essayer de s'améliorer, nous en sommes tous conscients, sur la capacité à agir en partenariat scientifique, en partenariat avec des opérateurs de différentes natures et la difficulté de maîtriser les contrats, les transactions. Evidemment PSDR peut être parfois jugé comme une machine complexe avec beaucoup d'interlocuteurs.

Cette Ecole Chercheurs vise à répondre à ces challenges que j'évoquais, avec des inquiétudes qui vont porter sur de la valorisation, sur de la recherche de généricité et de résultats. Elle permet également de conforter la dimension nationale de ce programme, parce que vous qui venez des différentes régions allez échanger entre vous. Vous avez eu également la participation du Conseil scientifique avec son président Antoine Bailly, qui va nous accompagner dans les réflexions de cette Ecole Chercheurs. Elle nous donne l'occasion de faire un bilan à peu près à mi parcours de ce PSDR3 pour commencer à capitaliser et aussi regarder les croisements qui peuvent se dégager. Il y a également une volonté de renforcer la formation commune des contributeurs de ce programme au sein de l'Inra, du Cemagref ou des partenaires. Je ne vais pas citer tous ceux qui mériteraient d'être remerciés pour cette initiative d'Ecole Chercheurs. J'en profite pour remercier le Conseil Régional qui nous a aidés à mener le projet en Aquitaine, à procéder au montage financier mais également pour son soutien à l'organisation de cette Ecole Chercheurs. Je vous souhaite à tous un travail profitable.

André Torre, Directeur National des programmes PSDR

Merci beaucoup Hugues. Nous allons maintenant passer à la deuxième phase de notre introduction, réalisée avec Frédéric Wallet. Nous allons faire le point sur le programme PSDR aujourd'hui et les objectifs de l'Ecole Chercheurs.

Donc d'abord le point sur le programme PSDR aujourd'hui. Très rapidement, je vous rappelle que nous sommes la troisième génération des programmes PSDR qui ont commencé dans les années 1995. J'en reparlerais ce soir en hommage à Michel Sebillotte qui a fait un lancement dès 1993 avec 3 régions. Une seconde génération avec 5 régions entre 2001 et 2004, suivie d'une évaluation en 2005 sous l'égide d'un comité d'audit à conseil scientifique présidé par Antoine Bailly ; et puis PSDR3 sur 10 régions, avec un élargissement au Cemagref depuis 2007.

Les objectifs de PSDR, là aussi vous les connaissez, je vais y revenir très rapidement, c'est pour et sur le développement régional c'est-à-dire un programme de recherche sur le développement régional et territorial qui vise à décrire, analyser, comprendre les processus de développement régional et territorial, modifier leurs espaces, et l'idée de fournir aux acteurs du développement territorial des informations, des méthodes et des outils, en particulier dans le cadre des politiques régionales, ce qui fait largement l'originalité du programme PSDR. Les principes sont restés fermes. Sur ces principes, un partenariat stratégique entre organismes de recherche (INRA, Cemagref, Universités, Cirad) et les Régions. Un partenariat entre chercheurs et acteurs au niveau des projets et des cellules d'animation régionales, une pluridisciplinarité ou une interdisciplinarité, en partie entre les sciences sociales et les sciences techniques et également une fédération de forces de recherche à l'échelle régionale ou interrégionale comme en témoigne le fait que l'on ait à la fois des projets régionaux et un grand nombre de projets qui couvrent deux à plusieurs régions.

Aujourd'hui, le profil de PSDR ce sont 36 projets en cours, 54% de travaux interrégionaux, un budget global de près de 10 millions d'euros cofinancé par l'INRA et le Cemagref d'une part et les Régions d'autre part ; sans compter les temps chercheurs, les animations, la coordination nationale ce qui fait une grosse masse salariale en plus des 10 millions d'euros. Six programmes régionaux plus un programme interrégional en Grand Ouest, chacun de ces programmes étant doté d'une cellule d'animation et d'un comité de pilotage. Si on descend au niveau des Régions et des programmes, juste un rappel sur l'organigramme, on voit que nous avons une direction nationale PSDR qui est attachée à la fois à un Conseil scientifique et à une intercellule, puis il y a les sept programmes dans les Régions avec à chaque fois la cellule d'animation, les programmes régionaux et interrégionaux, les comités de pilotage, etc. Donc nous avons tout de même une structure relativement forte avec également des groupes transversaux, j'en redirais un mot dans un instant.

Voici ces programmes PSDR positionnés sur la carte de France, on voit que cela concerne 10 Régions limitrophes donc cela fait quand même pas mal de monde, nous espérons faire mieux la prochaine fois. Les projets PSDR vous les reconnaîtrez à mesure qu'ils passeront devant vos yeux, mais le simple fait de le montrer de cette manière révèle toute la richesse emblématique de PSDR. J'ai eu l'occasion par ailleurs de les détailler entre différentes thématiques, de les analyser, je ne vais pas le faire ici, on va laisser la place à la présentation et au débat mais l'ensemble de ces projets révèle bien à la fois toute l'importance volumique (600 enseignants-chercheurs et chercheurs) et puis l'étendue des thématiques traitées, dont les thématiques de départ formées autour de l'agriculture et de l'alimentation afin d'observer l'extension de plus en plus forte aux espaces ruraux, aux espaces régionaux, aux questions d'aménagement du territoire. PSDR3 s'est ouvert de manière très forte aux problématiques Inra et on voit bien ici à la fois l'ancrage social et l'importance des dimensions biotechniques, par exemple climatiques.

PSDR c'est aussi des animations transversales, je vais juste les préciser, nous avons une coordination nationale, un conseil scientifique indépendant qui est présidé par Antoine Bailly professeur à l'Université de Genève, qui fera les conclusions de l'école, nous avons la chance qu'il suive les débats et qu'il conclut. PSDR c'est 3 groupes transversaux : le groupe PARME (partenariat et modes de recherche pour les programmes PSDR) animé par Christophe Soulard et Sandrine Petit qui mènent l'interface entre les problèmes de partenariats et de valorisation. Le groupe GDT : Gouvernance et développement territorial qui s'intéresse aux problématiques de gouvernance et en particulier aux problématiques foncières, co-animé avec Eduardo Chia ; et puis le groupe Développement régional et territorial qui a pour objectif d'amener des connaissances sur les questions de développement, co-animé avec Fred Wallet. Ces groupes sont ouverts aux chercheurs et aux partenaires des projets PSDR désireux d'y participer.

Puis à côté de cela nous avons un certain nombre d'évènements scientifiques avec l'Ecole Chercheurs, et nous aurons un symposium final qui se déroulera fin 2011 ou en 2012. Très bientôt se tiendra le symposium ISDA sur l'innovation agricole et agro-alimentaire. Nous aurons plusieurs sessions spécifiques sur plusieurs jours, et également une table-ronde spéciale PSDR. Au colloque ERSA nous aurons un atelier sur l'agro-alimentaire et le développement local. Au colloque ESA à Montpellier nous aurons la même chose autour de l'agronomie : nous aurons un atelier et une conférence. Et puis le colloque de l'Association de sciences régionales de la langue française. Enfin et avant de terminer nous allons tout simplement signaler l'animation permanente que nous avons montée à la demande des partenaires sur la question des circuits courts avec la tenue de séminaires, de réunions qui associent chercheurs et partenaires. La manifestation que l'on a pu réaliser, la plus récente, était le 5 et 6 mai à Paris. Il s'agit d'un séminaire national avec le Réseau Rural et la FNCIVAM sur les circuits courts alimentaires, l'état des lieux, les réseaux et la mise en recherche.

J'ai presque terminé et j'en viens à l'Ecole Chercheurs qui nous réunit ici à mi-chemin de la recherche partenariale et interdisciplinaire.

Pourquoi cette école ? Pour deux raisons, la première est qu'il nous est apparu important et ceci dès le début de la contractualisation de PSDR, d'avoir un évènement pour faire le point, pour rassembler des personnes, favoriser les interactions en interfaces, les relations de face à face, les connaissances, l'interconnaissance et également le bilan provisoire de recherche ; mais aussi car nous faisons le constat que le processus de développement régional et territorial reste quand même difficile à saisir pour beaucoup d'entre nous et en particulier quand il s'agit d'un programme partenarial ou pluridisciplinaire. Les objectifs de l'école sont doubles.

D'abord renforcer les connaissances sur les concepts et les modalités de développement régional et territorial. Puis permettre d'approfondir, de structurer une culture scientifique commune aux chercheurs PSDR dans l'espoir que cela commence à se faire dans plusieurs programmes. Le but est également de capitaliser les acquis de projets bien-sûr. Deuxième grand objectif : renforcer les collaborations entre les chercheurs et les partenaires de PSDR. 3. Quels enseignements génériques à destination des décideurs régionaux en matière de dynamiques territoriales ? Comment peut-on se rapprocher, être plus proche de leurs préoccupations et quels enseignements en matière de développement régional peut-on tirer ?

Quelles sont les visées pratiques de l'Ecole ? En tout cas telles qu'on les a imaginées dans le dispositif PSDR. La première visée, c'est le développement des connaissances des processus et des dispositifs de développement régional et territorial. Ensuite acquérir des connaissances et des méthodes d'analyses. On voit bien que ces méthodes sont différentes selon les disciplines, selon les approches, selon les terrains et donc comment les généraliser, les monter en généralité ? Troisième visée pratique : acquérir une meilleure compréhension de la manière dont le programme de chacun, porteur ou participant contribue à renforcer les connaissances sur le développement régional. On nous retourne parfois la question : en quoi mon projet contribue-t-il au développement régional, territorial, je m'interroge ? C'est aussi dans ce domaine que l'on a des progrès à faire et des avancées à réaliser. Et enfin dernier point important, il s'agit de l'échange, du mode de conduite de la recherche interdisciplinaire sur la spécificité ou la généralité des résultats et surtout sur la traduction de ces résultats pour une orientation, pour un développement du territoire et des relations de partenariats ; qu'il s'agisse du partenariat avec les collectivités, avec les exploitations, les entreprises, à destination des politiques publiques, de la formation ou du partenariat.

Quelles sont les méthodes que l'on a essayé d'imaginer ? Nous nous sommes dits que pour cerner cet objectif complexe, nous devons employer différentes méthodes, des conférences avec des temps de débat importants derrière, des ateliers, la présentation de recherches, là l'Ecole Chercheurs va beaucoup y contribuer et le faire exister. Des ateliers thématiques mais aussi méthodologiques pour essayer de réfléchir aux différents modes ou angles d'attaque. Des restitutions plénières de ces ateliers, des posters de présentation de projets ; on commence à en voir quelques uns qui s'affichent autour de la salle. Un atelier publication car les problématiques de publication restent au cœur de nos préoccupations, il faut aller plus loin et cela n'est pas facile étant donnée le caractère partenarial et

pluridisciplinaire de nos travaux de recherche. Comment les publier ? Où ? Nous avons voulu avancer dans ce sens là avec un atelier spécifique, des tables-rondes avec des acteurs locaux, des retours d'expériences de PSDR puis une conclusion générale qui sera par la suite réalisée par Antoine Bailly.

J'en ai terminé, je laisse la place à Frédéric Wallet qui va présenter le déroulé de l'école et certaines questions pratiques. Je vous souhaite à tous et à toutes une très bonne Ecole Chercheurs.

Présentation du programme de l'Ecole Chercheurs par Frédéric Wallet, animateur national PSDR.

Conférence 1

(25 mai 2010)

Quels(s) référentiel(s) de développement pour les territoires périurbains et ruraux ? Chercheurs et acteurs en quête de hauteurs

Martin Vanier, Université Joseph Fourier de Grenoble, UMR PACTE

André Torre

Pour moi c'est un très grand plaisir d'accueillir Martin Vannier car j'ai souvent lu ses ouvrages et ses articles. Martin est professeur à l'Institut de Géographie Alpine à l'Université Joseph Fourier de Grenoble. Il est chercheur à l'UMR PACTE. Il a publié de nombreux ouvrages, en particulier celui sur la question des mutations territoriales et l'aménagement, puis un peu plus tard sur les questions périurbaines. Il a également écrit un rapport pour la DATAR concernant les questions d'étalement urbain et périurbain. A l'heure actuelle il travaille avec la DATAR et est l'âme de la prospective Territoires 2040, travaillant sur ces problématiques de périurbanisation et d'espaces ruraux, mais avec une certaine prise de hauteur.

Martin Vanier

C'est un très grand plaisir de vous découvrir dans ce dispositif, dans cette thématique de recherche, dans votre interdisciplinarité, dans votre posture acteur chercheur. Il s'agit ici d'un monde de conception mais aussi de grandes possibilités de transformation de manière générale. Tout ceci pour vous dire qu'à titre introductif de la conférence, nous décidons à deux, c'est-à-dire entre l'organisateur et la personne sollicitée. Nous n'avons peut être pas été très originaux car nous venons vous parler d'un référentiel d'un programme qui se nomme Pour et Sur le Développement Régional. Le plus important est cette histoire de hauteur car nous ne sommes pas en quête d'auteurs, nous sommes tous d'excellents auteurs mais nous sommes en quête de hauteur c'est-à-dire de capacité interprétative redoublée qui nous donnerait des clés interprétatives, peut-être pas globales, mais que nous pourrions partager entre chercheurs et surtout entre chercheurs et acteurs. J'ai l'impression en venant ici et en préparant cette conférence que nous avons sur la question du développement des espaces ruraux et périurbains un certain trouble collectif, à savoir ce sur quoi nous nous étions fondé les uns les autres lorsque nous construisions nos problématiques et nos projets ainsi que nos interpellations. C'est donc de ceci que je vais vous parler maintenant en parlant de vocabulaire.

Vous savez, il circule sur le net une très mauvaise vidéo de Franck Lepage où on voit cet humoriste faire un discours en tirant une série de cartes sur lesquelles il y a un mot comme par exemple les mots : débat, participation, acteur, proximité. Cet humoriste les sort dans le désordre et fait sa communication (un semblant de colloque), puis il recommence une nouvelle fois en retirant des mots dans le désordre pour un nouveau discours. Ceci est assez cruel car cela ressemble beaucoup à ce que l'on peut entendre dans les débats scientifiques. Si on écoute les mots clés de ce discours, ces mots adaptés au contexte et qui nous structurent, ces derniers constituent un premier élément de création de référentiel. Nous sommes dans l'air du soutenable, dans l'air de l'équitable, quoi que l'on fasse il suffit de la maîtriser et c'est là la moindre des choses que nous puissions faire.

Le mot « sobre » provient du latin « sobrius ». Ce me paraît bien surtout après le repas. Tout est doux : la mobilité, l'aide ; les bonnes mobilités sont douces. L'essentiel est d'être participatif, la proximité est une grande valeur, nous sommes en quête de solutions alternatives. Il a été dit tout à l'heure que l'essentiel était de reconstruire et ceci en étant durable. Cela fait beaucoup de mots de grande vertu, de bonnes intentions et qui s'appliquent différemment à la lecture, à la mobilité, à l'exercice du pouvoir.

Cette remarque est intéressante car en matière d'exercice de pouvoir, nous avons trouvé un mot féminin qui est plus doux pour l'oreille : la gouvernance. Il y a un autre vocabulaire qui n'est pas forcément dans votre vocabulaire mais dans le notre qui est très puissant mais qui est le vocabulaire d'un autre référentiel où il s'agit d'être innovant, compétitif, proactif, global, réticulé. C'est l'économie du net et des pratiques du net qui augmentent la dimension sociale que nous connaissons classiquement. Si vous vous présentez dans un colloque des écoles de commerce, ce monde très actif de la recherche du management et des affaires marchandes, je pense que l'on serait plutôt dans cette approche. Il y a un troisième type de vocabulaire puisque l'on est pris un peu entre celui de la paix perpétuelle et

de la durabilité sobre, participative, douce et maîtrisée ; et puis de l'autre côté ce vocabulaire vulgaire souvent rappelé comme tel, de la guerre économique, de la guerre des territoires.

Après il y a ceux de ces chercheurs qui prônent la certitude, la prévisibilité, l'urgence, la réversibilité. Ils ne prennent pas de risque ils attendent de voir de quel côté se pencher. Tout ceci pour vous dire que tout se construit sur des référentiels, ne serait-ce que par le vocabulaire que nous fabriquons et les cartes que nous mettons dans notre pile pour que nous puissions tirer les mots qui font qu'ils sont toujours dans l'ordre pour le discours auquel nous croyons. Interrogeons-nous en début de semaine sur cette vision du monde qui nous fonde en tant que chercheur et acteur et en particulier sur cette vision du développement. Nous pouvons appeler cela un paradigme.

Mon propos vise à attirer votre attention sur le fait que nous sommes tous issus de l'époque où ce paradigme, ces référentiels étaient particulièrement unifiés, communs, partagés et que nous sommes sans doute dans une époque où ce n'est plus le cas et la question se pose de savoir s'il faut fabriquer de nouveau une codification de référentiel, de paradigme, de vision, ou s'il faut faire bouger un peu l'enjeu et là vous allez voir comment je m'en sors. Je donne l'impression de vouloir démasquer ce qu'est votre idéologie, ce n'est pas ce que je veux faire mais cela s'appelle Pour et Sur le développement régional et de quoi parle ton exactement ? Je sais que c'est une sacrée tarte à la crème de vouloir définir le développement, il y a certainement plusieurs référentiels de développement et il est bien de les expliciter. D'autant que nous ne sommes pas dans une époque où il manque de référentiels, nous sommes plutôt dans une époque où il y en a trop, beaucoup de référentiels, beaucoup de points de vue, beaucoup de convictions, et beaucoup d'axes qui portent les uns et les autres sur des mondes de valeurs et des modes d'orientations avec des chercheurs acteurs, des individus qui sont animés de motifs. Pour les uns très économiques, très concurrentiels, très compétitifs, très tournés vers le mouvement technologique et le développement de nouvelles fonctions d'activités à valeur ajoutée. Pour les autres c'est plutôt un ralentissement, une entrée dans une forme, sinon de décroissance en tout cas d'alternative dont on ne sait pas très bien s'il suffit qu'elle soit verte pour être acceptable, et pour d'autres encore bien d'autres postures.

Voici pour quelle raison je proposais que l'on recherche les « hauteurs », pour qu'elles soient l'endroit où l'on voit tous les points de vue et non pas celui d'où on les écrase, c'est-à-dire que sans doute la clé de mon propos est d'attirer votre attention sur l'intérêt conservé du pluralisme de référentiels. Le danger qu'il y aurait à vouloir en créer un, je dirais que je montrerai comme nous sommes marqués par cette hégémonie de référentiels de développements dans le cadre de notre travail et de la nécessité effectivement de dépasser ce pluralisme car dans un monde où tout le monde peut penser un peu flou et où tous les systèmes de valeurs sont acceptables et où le développement peut renvoyer à une grande variété d'intentions et de logiques, c'est tout de même une sac de postures et d'intentions qu'il faudrait tout de même coordonner. Tout ceci sur un contexte spatial qui prête bien à cette interrogation car s'il y a un endroit où le trouble de référentiel est fort, c'est bien celui de l'espace périurbain. La question n'est pas de le définir, de le délimiter, de le zoner. Nous pouvons toujours créer un zonage d'étude, c'est indispensable, mais pour autant en zonant on ne réunifie pas, donc ce périurbain, on sait bien que c'est un processus qui travaille des marges urbaines, des marges rurales, des entre deux. C'est surtout ceci qui compte, donc en le mettant au cœur du contexte on comprend pourquoi il n'y a pas d'idée de développement dans l'espace périurbain, mais il y en a une pluralité, et toute la question est de savoir ce que nous faisons de cette pluralité.

Que peut-on entendre par référentiel de développement? Ce mot fait ressortir des prétentions théoriques car le développement reste un sujet complexe. Au regard des intitulés de projets, je remarque que la question du développement regardé n'est pas toujours centrale. J'ai écrit cette petite phrase sans prétention. Pour moi, le développement est ce qui contribue à transformer une société au bénéfice du plus grand nombre, c'est-à-dire qu'il n'y a pas de développement s'il n'y a pas de transformation. Effectivement on peut concevoir un collectif, une communauté, un espace hors développement à condition qu'il soit dans un état de stabilité, et tout ceci contribue à transformer une société que ce soit à bénéfice ou à perte, tout en avouant la portée idéologique cachée de cette proposition.

Quant au référentiel, pourquoi un référentiel ? Car on a un vocabulaire varié, on pourrait parler de paradigme, de mode de représentation, ou alors d'imaginaire développeur. Je trouve que cela serait bien de dire « essayons de formuler nos imaginaires développeurs quand nous créons un objet de recherche partenarial ». Il y a des théories plus compliquées que celles que je pratique. J'ai choisi un référentiel parce que c'est ce qui guide les énoncés publics. Je le rappelle, la théorie des référentiels est née au début des années 80, période où les politistes décrivaient comment les politiques publiques se déployaient puis se succédaient dans des cadres administratifs, cognitifs, économiques et créaient des cadres de normes, des actions ; ce à quoi les acteurs ensuite se réfèrent, quel que soit leur endroit, dans un système d'action, dans un pays. Quelles que soient les capacités, leur puissance, ils agissent dans le même sens parce qu'il y a ce référentiel qui a tout récolté du haut vers le bas.

Il y a une théorie très forte de la pensée étatique des politiques publiques abandonnée un peu cruellement avec la décentralisation alors que c'était juste à ce moment là la montée des acteurs locaux, des territoires. La différenciation de l'action est le principe d'un renversement du sens dans lequel doit être mue la diffusion de la norme non plus du haut vers le bas mais justement avec pluralité, diversification, capacité d'un territoire à inventer son propre référentiel.

Exit la théorie du référentiel ? Moi je ne pense pas. Je pense qu'il y a toujours matière à mettre le doigt sur ces mondes qui fabriquent des référentiels. Ils ne sont peut être pas aussi forts qu'en 1980 mais ils sont encore très vivants. Constatez comme moi à quel point ce petit Ministère de l'Environnement né dans le premier gouvernement de Mitterrand dans les années 1980, est devenu un très puissant ministère technique qui a fini par phagocyter le plus puissant d'entre eux, le Ministère de l'Equipement, à le manger, le vaincre au plus haut sommet de l'Etat et à constituer aujourd'hui le référentiel des référentiels. Si vous voulez savoir ce qu'est un référentiel, vous pensez à Grenelle, vous en avez un superbe avec sa capacité idéologique de média et sa formidable capacité de nuage de fumée entre le discours et l'action. Sans doute que le référentiel aura été plus puissant que l'action elle-même. Donc il y a encore des filières qui fabriquent des référentiels. Le mot est encore vivant, par ailleurs notons ces fameuses collectivités locales, ces fameux territoires qui fabriqueraient pour eux mêmes et chacun leur monde d'action. En fait ils sont aussi très consommateurs de ces grands moules collectifs dans lesquels nous forçons les mêmes pensées sur le fait de savoir développer la limite périurbaine : pourquoi fabriquer des trames vertes et bleues ? Qu'est-ce qu'une politique de la mobilité douce ? Quid de l'organisation de la solidarité en matière d'aide de logement ? Toutes ces grandes catégories de politiques décentralisées qui sont hautement forgées dans les lobbies des territoires. Par exemple, l'association des Communautés de France ou la fédération des Parc Naturels de Gironde, tous ces consortiums politiques et techniques qui sont vraiment des forges de référentiel. Sans oublier ce que vous êtes vous, à part un programme PSDR ou beaucoup d'autres organismes de recherche, d'interfaces qui sont aussi de mon point de vue des scènes, des forges, de forts lieux de productions, des raisons d'agir et cela fait beaucoup de monde produisant des raisons d'agir. Donc pluralismes des référentiels, mais constat qu'il y a pléthore de référentiels au point que l'on peut se demander si trop de référentiels ne tuent pas le référentiel.

Qu'est-ce que le fait de se référer ? Je n'éliminerais pas le sujet de cette façon en constatant que l'écologie a construit un référentiel très fort en matière de développement régional et territorial, ce que l'économie sociale et solidaire n'a pas encore réussi à faire mais à une très grande capacité à le faire. Et pour tous ceux qui savent ce qui se passe au Québec, ils savent que cela marche dans ce sens là et que par conséquent il y a à la fois de quoi se réjouir, de quoi exiger la mise en ordre et constater aussi la perte d'un sens dominant du développement, au risque de dire autrement : la perte d'un sens commun du développement.

Ce référentiel, cet encombrement de référentiels ? Rappelons nous ce qui s'est passé et ce que l'on a sur le marché lorsque l'on parle de développement et lorsque l'on part avec une culture scientifique technique ou politique dans cette envie de contribuer d'une façon ou d'une autre à développer un territoire. Le constat est le suivant : il s'est passé ceci avant et après. Avant nous avons sans doute un monde d'action à référentiel dominant avec des référentiels, pas un mais plusieurs, goupillés, très pressants. Ceci était valable avant l'ère du productivisme agricole. Mais avec la PAC et la montée en puissance d'une Europe agricole, avant les années 60 et même peut-être en remontant plus loin, avant l'ouverture des campagnes, avant le grand tournant de 1914, il y a toujours à cette époque un référentiel de développement très fort, et ce dans un monde qui pourtant s'ignore d'une campagne à une autre.

Entre les campagnes du Sud-est et celles des régions Rhône-Alpes qui n'existent pas dans ces termes avant les années 1980, je ne pense pas qu'il y ait eu beaucoup de connivence, de liens et de relations culturelles économiques et sociales, et pourtant le référentiel de développement est vraisemblablement le même dans le sens où concevoir la transformation de la communauté rurale, territoriale fortement agricole mais pas uniquement, est sans doute accroché aux mêmes normes, au même système de valeurs du fait que nous sommes dans des contextes sociaux ou économiques. Ce que les marxistes appelaient encore à l'époque des blocs hégémoniques, des assemblages d'intérêts sociaux qui sont situés sur la petite production, sur ce couple très fort. Et encore la petite industrie, qui constitue la capacité des campagnes à alimenter leurs propres besoins dans une transformation qui n'est pas neutre autour des années 1850-1920, qui est lente mais qui tient son chemin et qui ne se pose pas de débats profonds sur les modalités du développement. Arrive une mise en marché de ces territoires les uns inventant le marché du blé, les autres le marché des fruits, des bouleversements qui sont conséquents mais qui là encore donnent un référentiel dominant à chacun de ces territoires. A cette époque il n'y a pas ce trouble que nous connaissons et nous pourrions aller en ce sens jusque dans les années du productivisme agricole pour se redire à quel point il y a eu des référentiels de développement très structurant et peut être même hégémoniques.

Avec l'ouverture des campagnes, qui commence dans les années 20 par des zones rurales frémissantes et qui se confirme très largement après les années 50 mais aussi avec l'ouverture des marchés dont je viens de parler, il y a

aussi un après avec la crise du productivisme agricole dans les années 70, avec les premiers grands constats sur les stocks de beurre, etc. Après ces années, il n'y aura plus jamais un monde avec un seul référentiel mais toujours un état de conflit de référentiels et nous sommes entrés dans cette ère où il faut sans doute faire le deuil du référentiel de développement dont nous sommes imprégnés. Nous sommes ne serait-ce que personnellement dans notre histoire familiale ou autre, issus de mondes qui savaient ce que le mot développement voulait dire. Je pense notamment aux années 1920-25 où la France n'a pas beaucoup bougé. Nous entrons dans une époque 1960-70 où il est difficile de dire ce qu'est bouger, transformer, ce qui doit être le bonheur de la transformation. Avec par exemple un monde agricole profondément divisé. On nomme l'exploitant d'un point de vue très technique. Il y a des cultivateurs et des éleveurs qui sont sans doute sortis de cette question d'exploitation par rapport à l'exploité ou à l'exploiteur parce qu'ils sont en rapport aux territoires. Je ne pense pas que le paysan ainsi que l'agriculture paysanne reviennent et que le MAP revendique l'agriculture paysanne. Cela fait quand même des mondes agricoles diversifiés à côté desquels il y a des habitants. Les campagnes n'ont jamais été aussi habitées depuis 1950, il ne reste plus beaucoup de communes qui n'aient pas dépassées le pic démographique de 1850. Nous sommes en pleine croissance démographique, foncière, immobilière, ce sont des formes de développement ; et par ailleurs à côté de ces grands mondes là, il y a un nouveau monde social qui assigne de nouveaux rôles à nos espaces ruraux et périurbains et qui vient aussi contribuer au développement. C'est un moteur de développement. Cela veut dire qu'il faut mettre en culture ce sur quoi nous nous sommes fondés depuis des siècles sans voir les valeurs culturelles, patrimoniales et symboliques que cela représente et faire donc du développement en activant ces ressources.

Conférence 2

(27 mai 2010)

Agronomie et territoire : enjeux et perspectives

Etienne Josien, Cemagref Clermont-Ferrand, UMR METAFORT

Jacques Caneill

Etienne Josien est chercheur au Cemagref de Clermont-Ferrand à l'UMR Métafort. Il appartient à l'équipe Systèmes d'élevage et organisation du territoire. Nous avons eu l'occasion d'interagir plusieurs fois ensemble surtout dans des conditions d'évaluation.

Je me limiterai à deux grands aspects, c'est un agronome qui a été enseignant et chercheur, qui a combiné les deux avec un esprit toujours très fort de valorisation tant dans l'enseignement et dans la recherche que dans ses travaux envers les acteurs.

Etienne Josien

Avant de commencer je remercie les organisateurs de m'avoir invité à traiter ce sujet large et je remercie Jacques Caneill pour sa gentille introduction.

Je parle en tant qu'agronome du système d'exploitation et de la gestion territoriale de l'exploitation ; avec une sensibilité assez marquée au cours de ma carrière sur le territoire, qui s'est traduite par des travaux sur des exploitations agricoles en lien avec des filières de qualité territorialisées (notamment les avancés dans le fromage). Et puis aussi en tant qu'ancien responsable d'unité de recherche qui est résolument orientée vers des travaux qui se situent aux articulations entre des dynamiques des systèmes de production utilisateurs d'espaces et des dynamiques territoriales ; là aussi on se retrouve avec cette composante forte vers les territoires. Je vais vous présenter cet exposé que j'ai préparé, je dois dire avec la complicité des trois collègues qui ont vu plusieurs versions de ce travail. Tout ce que je vais dire n'engage que moi, et je parle depuis mon point de vue que je viens de vous restituer, je ne parle pas en tant que représentant de l'agronomie, des agronomes ou de l'association française d'agronomie.

Tout d'abord je me suis interrogé ce qu'est un exposé sur une discipline particulière à cette Ecole Chercheurs PSDR et pourquoi cette discipline particulière est l'agronomie. Et puis derrière ceci que pouvez-vous attendre d'un sujet comme celui-ci : agronomie et territoire ? Je me suis dit qu'il y avait une interprétation en filigrane. C'est une interprétation personnelle – peut-être que je me trompe complètement – qui est de l'ordre de ce que peut apporter cette discipline pour comprendre, pour accompagner le développement régional.

J'ai essayé de faire cet exposé non pas en traitant cette question de front mais en essayant d'apporter indirectement des éléments de réponse et aussi des questions et j'ai structuré ces éléments de réponse autour de ces 4 points : (i) la trajectoire de l'agronomie, (ii) ce qui a amené l'agronomie à se saisir de l'objet territoire, (iii) des différentes approches du territoire par les agronomes, et puis enfin les enjeux que j'y vois, (iv) les perspectives et les questions.

I/ Les grandes évolutions de l'agronomie

Agronomie, c'est un mot qui a plusieurs sens et cela provient de l'histoire de cette discipline. On peut dire que l'agronomie est fondée dans une tension de volonté de faire face à tous les problèmes qui concernent l'agriculture, donc dans les anciennes traditions ce sont les agriculteurs ruraux qui recensaient les modes de pratique agricole et qui construisaient des ouvrages sur toute les dimensions de l'agriculture avec la crainte de voir l'agronomie naissante éclatée au sein des disciplines plus fondamentales autour desquelles elle s'est construite durant la première moitié du 19^{ième} siècle, avec le développement important des sciences expérimentales notamment la chimie agricole avec l'analyse des engrais. Finalement il y a eu un risque d'éclatement et c'est autour de ces deux pôles que s'est construite

l'agronomie : entre vouloir le tout global ou vouloir l'éclatement entre plusieurs disciplines disons un peu centrifuges. Elle a résisté. Le mot agronomie est donc apparu au 19^{ième} siècle.

Il y a deux caractéristiques qui caractérisent l'agronomie, depuis toujours elle est tournée vers l'action sur l'espace cultivé ; et deuxième caractéristique, elle s'est construite en rassemblant des connaissances provenant de diverses disciplines qu'elle a réorganisées dans son propre corpus. Donc c'est une discipline qui provient de divers assemblages. Les évolutions récentes, j'en citerais 3 grandes, une première évolution qui été qualifiée par Michel Sebillothe de rupture épistémologique et qui correspond à l'engagement du Professeur Hénin dans l'agronomie : c'est la sortie du schéma « agronomie force savante de l'agriculture », c'est-à-dire celle où on recensait les agriculteurs dans certaines pratiques, et puis on en faisait des ouvrages pour construire et mettre en débat ses propres théories, ses méthodes à partir des connaissances d'autres disciplines et à partir de ses propres évolutions. Il faut rappeler que c'est seulement en 1973 que la chaire d'agriculture s'est transformée en chaire d'agronomie. Il y a donc une rupture épistémologique.

Deuxième évolution importante, c'est le saut dans le rapport à l'action, ce que l'on peut appeler l'œuvre de Michel Sebillothe. A partir d'un certain moment le raisonnement des décisions devient aussi un objet de recherche. La question à l'époque était : pourquoi les agriculteurs n'adoptent-ils pas les évolutions de la recherche ? Il faut savoir que l'INRA-SAD en 1979 a été créé dans l'objectif d'étudier la résistance des agriculteurs à l'innovation. Le raisonnement lié à cette décision des agriculteurs devient objet de recherche et apparaît le courant de l'agronomie des pratiques, des réflexions sur le sens des pratiques. Et c'est ce saut de l'agronomie qui correspond à une période de mobilisation de connaissances du domaine biologique mais aussi de connaissances sur des méthodes.

Troisième grande évolution, c'est l'élargissement progressif dans les niveaux d'organisation appréhendés, c'est-à-dire qu'on est passé d'une agronomie de la station culturale à la parcelle considérée comme un espace homogène, de la parcelle à l'exploitation et puis de l'exploitation au paysage, avec tous les apports de Jean-Pierre Desfontaines, la géographie, la géo-agronomie ; et puis maintenant on voit apparaître le passage de l'exploitation au paysage et au territoire. Tout ceci est accompagné d'un développement d'une approche systémique des questions. Alors ces évolutions traduisent le passage d'une agronomie « pour l'action » à « sur l'action » des agriculteurs qui devient un objet de recherche, un deuxième changement avec l'élargissement des niveaux d'organisation appréhendés, une ouverture de l'agronomie à la diversité et à l'hétérogénéité de l'espace. C'est la sortie d'un tête-à-tête avec la profession agricole et l'apparition de nouveaux acteurs dans en relation forte avec l'agronomie.

Le quatrième point est qu'avec ces nouveaux acteurs nous avons un changement d'ampleur du lien de l'action individuelle de l'agriculteur avec le territoire, des réflexions autour d'actions qui sont le résultat d'interactions entre de nombreux acteurs et donc d'actions collectives. Cela nous mène aujourd'hui à deux acceptions du mot agronomie : la première est l'ensemble des disciplines qui ont à voir avec l'activité agricole. C'est une empreinte de l'agronomie historique qui avait cette volonté de rassembler les connaissances dans un même corpus de tout ce qui concerne l'agriculture. C'est le sens de l'agronomie de l'INRA mais aussi des écoles qui forment des ingénieurs agronomes. Et puis la deuxième acception : une discipline qui vise à produire des connaissances dans deux dimensions, d'une part sur le fonctionnement d'un système complexe qui est l'espace cultivé car il est cultivé en vu d'un objectif, d'une action sur un système complexe. La deuxième dimension est sur le raisonnement de cette action sur l'espace cultivé, donc c'est la dimension sur l'action. Par la suite je ne parlerai que de cette deuxième acception.

Deux remarques : une première, en anglais l'agronomie renvoie à la première partie de la deuxième acception c'est-à-dire le fonctionnement du système cultivé avec une dimension plus biologique, mais néanmoins le côté raisonnement de l'action prend de plus en plus de place dans les publications étrangères. Par rapport à mes collègues zootechniciens, le choix disciplinaire que je fais de l'entrée de l'agronomie me mène à ce côté des sciences animales. Elle pourrait tout autant justifier un exposé sur l'agronomie et les territoires donc des sciences animales et territoires. Elles ont connu une évolution récente dans l'intégration du niveau territoire, il s'est créé un réseau international qui s'appelle « livestock farming in the local development » d'où cette intégration du territoire. Et puis dans le fond si on réfléchit bien les sciences animales sont proches de l'agronomie, fonctionnent en parallèle mais dans une géométrie ou quelque part les parallèles se rejoignent. Quand on passe au niveau de l'exploitation ou au niveau du territoire, on arrive à des niveaux d'organisation ou dans les exploitations d'élevage ou qui ne sont pas hors-sol, finalement on se rejoint fortement.

Après avoir posé cette définition de l'agronomie, j'en arrive à mon deuxième point.

II/ Ce qui a conduit l'agronomie à se servir du territoire

Ici je m'inspire d'un exposé de Jean Boiffin qui a déjà répondu à cette question.

Tout d'abord l'apparition de nouveaux enjeux, liés à l'activité agricole, à l'activité de l'agronomie, et nécessitant une approche supra-exploitation agricole, et nous pouvons citer le fait de traiter les problèmes de qualité de l'environnement. Et un deuxième enjeu qui dépasse l'exploitation et touche aux questions liées à la gestion de l'approvisionnement dans certaines filières au niveau du territoire. On voit qu'il y a une nécessité de coordination des agriculteurs, de leurs pratiques, de mettre en place une action collective par rapport à une demande des filières. Parfois il y a de l'action politique qui s'organise aussi au niveau territorial par des agriculteurs. Donc il y a un deuxième enjeu autour de l'organisation collective des agriculteurs au niveau supra-exploitation.

III/ La réduction des intrants

Troisième point sur ces nouveaux enjeux, c'est cette tendance à aller vers la réduction des intrants et vers une agriculture plus intégrée qui repose aujourd'hui plus sur les services éco-systémiques, ce qui interpelle les raisonnements au-delà de l'exploitation. C'est une meilleure prise en compte de toutes les infrastructures agro-écologiques. A tel point qu'on peut se demander si pour une intensification écologique, il ne faut pas repenser l'aménagement de l'espace par rapport à cette intensification écologique ; et puis c'est aussi une nécessité de coordination, de choix des espèces, des variétés de définition des pratiques et dans le mot localisation on a un niveau de supra-exploitation.

Et nous avons un nouvel enjeu qui est l'intégration de la multifonctionnalité de l'agriculture, qui se décline au niveau des exploitations mais aussi au-delà comme les activités de dépollution. Nous avons un certain nombre d'éléments qui sont apparus et qui amènent l'agriculture et l'agronomie à se poser des questions dans une dimension supra-exploitation agricole. Deuxième élément : l'entrée en scène de nouveaux acteurs dans le théâtre de l'agriculture tels que des gestionnaires de l'eau, de l'espace qui interpellent l'agronomie. Ceci n'est pas nouveau mais tous ces acteurs auparavant étaient cachés derrière l'agriculteur qui prenait des décisions dans ce contexte de nouveaux acteurs. Aujourd'hui on ne peut rester dans cette situation. Ces nouveaux acteurs déplacent la question de la contribution de l'agriculture au développement du territoire à celle du développement de l'agriculture dans un territoire, c'est-à-dire quel projet agricole dans le projet du territoire ? Et ceci suppose une mise en débat des connaissances, des valeurs et on attend des réponses au niveau des territoires.

Les différentes approches du territoire par les agronomes. Il y a six définitions. Pour moi, c'est un espace qui est plus ou moins clairement délimité, un groupe social qui s'approprie ce territoire et des institutions donc des règles pour vivre ensemble qui interviennent dans l'organisation sociale et l'aménagement de l'espace.

A partir de là on peut considérer trois grands types d'approches par les agronomes.

La première est de considérer simplement l'espace support, le territoire est l'espace vu comme le support d'un agro-écosystème. Vu sous cet angle là, l'objet d'étude de l'agronome, c'est le fonctionnement de l'agro-système régional avec sa diversité, ses milieux et ses effets de localisation. Cela vise à localiser les interactions entre pratiques agricoles, les processus bio-géochimiques et les dynamiques écologiques. Cette approche permet de préciser les termes des problèmes à résoudre et de proposer des solutions individuelles ou politiques. On voit que cette approche mobilise l'agronomie en tant qu'écologie tournée vers l'action, qu'elle se rapproche de l'écologie du paysage mais en diffère car elle est très tournée vers l'action. Cette approche est sûrement nécessaire mais pas suffisante pour traiter les problèmes soulevés par les impacts environnementaux de l'agriculture et pour envisager des modes de productions intégrés. On voit qu'ici le territoire a une portion congrue puisque les acteurs sont omniprésents et ancrés dans l'espace et les procédures.

Une deuxième approche : le territoire comme cadre d'analyse. L'objet d'étude est : comment sont pilotés les agro-écosystèmes au niveau régional ? L'objectif est de rendre compréhensible les pratiques agricoles en explicitant les interdépendances entre système de culture et système territorial. On s'intéresse à des dispositifs d'action technique qui sont pilotés par des organisations collectives au travers de processus d'animation. Cette agronomie là s'appuie sur sa dimension technique écologique, mais elle s'appuie aussi sur les sciences humaines ou elle les mobilise dans des collaborations scientifiques. Elle permet d'envisager le changement technique à l'échelle régionale notamment dans des perspectives de multifonctionnalité ; et dans cette approche de territoire il existe dans les trois dimensions que je vous ai présentées tout à l'heure, la troisième approche du territoire qui est le territoire par produit.

Donc l'objet d'étude des agronomes est la contribution du fait technique à la production de territoire c'est-à-dire que l'on cherche à comprendre comment les systèmes techniques et les évolutions sont organisateurs de leur territoire d'appartenance, comment ils marquent les espaces, les institutions, ils modifient les ressources. Cette approche contribue à des identifications d'organisation territoriale et des niveaux pertinents pour la constitution des dynamiques et des corrections. On est dans le cadre d'une agronomie qui participe à l'ingénierie territoriale et donc qui vise à travailler sur des articulations de projets agricoles comme des projets agricoles et des projets du territoire.

IV/ les enjeux et perspectives

Quatre grands enjeux et perspectives associés :

1/ L'élaboration des méthodes et des concepts en agronomie à l'échelle régionale.

C'est le fruit de l'évolution récente. Il y a eu un défrichement important avec la géo-agronomie. On en reste cependant encore à des premières approches, concepts, méthodes, évolutions importantes pour penser cette agronomie au niveau territorial. Ces approches se développent, sont construites autour des interrelations de trois éléments : l'utilisation de l'espace, les pratiques et les systèmes de pratiques agricoles, et les processus bio-géochimiques, chacun influençant l'autre.

C'est là le socle des préoccupations de l'agronomie au niveau territorial. A ce niveau là les approches sont fortement marquées par une entrée par l'espace, par le sol et on cherche à relier des espaces pertinents pour des enjeux écologiques, et puis l'espace des décisions. Ces deux espaces ne se superposent pas, l'espace des décisions est multi-décideurs, multi-acteurs il est éclaté en plusieurs unités interdépendantes et il est ouvert et influencé. Une première dimension de cette approche est celle de la compréhension de la logique de la mosaïque paysagère avec le concept d'organisation spatiale des concepts de culture qui ne sont pas distribués au hasard dans l'espace : il y a des régularités que l'on peut plus ou moins expliquer. Et le concept d'organisation territoriale des systèmes de culture qui renvoie à l'idée que ces systèmes de culture et leur répartition sont liés au fait qu'ils sont en relation fonctionnelle et cela parce qu'ils dépendent de décisions. Quand on travaille au niveau local, les agronomes peuvent avoir une approche descendante qui consiste à repérer les formes d'organisation spatiales et identifier les pratiques et les modes de gestion. Cette approche repose sur l'hypothèse qu'on peut identifier des formes d'organisation spatiales qui correspondent à des objets de gestion effectifs et pertinents du fait de leur originalité ; et il y a d'autres approches au niveau local plus ascendantes qui consistent à partir des systèmes de culture et des exploitations et d'expliciter la manière dont cela s'agrège au niveau du territoire que l'on étudie. Donc cela repose sur des échantillonnages d'exploitations agricoles ou même sur des études exhaustives de toutes les exploitations parcellaires, de l'identification de règles d'allocation spatiale ; et puis derrière ça de modélisations fonctionnelles et dynamiques de l'agrégation spatiale. Ceci permet de simuler les dynamiques d'évolution spatiale à un niveau local.

A un niveau plus large on est dans une modélisation du *land use* qu'on distingue du *land cover* (constater la couverture des sols). Ce sont des courants portés par des collègues d'Europe du Nord. On identifie les modes d'utilisation, on explicite les déterminants d'utilisation, les facteurs de localisation par des approches empiriques. On est confronté à de très gros effets d'échelles des facteurs de localisation étudiés à des échelles très vastes, et on essaie des changements d'utilisation à partir de trajectoires d'exploitation, de typologies et de modélisations, d'évolution de ces exploitations par exemple par optimisation.

De plus en plus les agronomes s'intéressent à ce qui se passe entre les parcelles. Je pense par exemple aux haies, aux fossés qui prennent de plus en plus d'importance y compris pour l'agriculture au travers des services d'écosystème, mais aussi dans le cadre du multi-usage de l'espace, dans la diversité, etc. Donc là on voit apparaître des modèles de conception de haies multifonctionnelles à partir d'indicateurs et d'optimisation.

L'autre versant de l'entrée par l'occupation de l'espace c'est relier l'activité agricole au fonctionnement écologique, ce qui permet ensuite de travailler sur les impacts environnementaux, la production de modèles éco systémiques, et ceci se fait à partir de modèles ou mécanismes, modèles environnementaux de l'écologie avec souvent une représentation assez frustrée de la dimension agronomique ou des modèles agronomes qui sont plutôt des modèles de fonctionnement du peuplement végétal, avec souvent une composante spatiale des mécanismes écologiques assez limitée. Les grandes perspectives se trouvent dans le couplage de ces deux approches de modélisation environnementale et agronomique avec des travaux comme ceux de Ph. Martin et A. Joannon sur l'érosion dans le Pays de Caux.

2/ L'interaction avec les acteurs

Quand on s'ouvre aux territoires, cela élargit le schéma présenté, par l'entrée d'autres acteurs. Ce qui est important c'est cette entrée d'autres acteurs et d'autres porteurs d'enjeux et ceci renvoie à deux choses importantes : (i) La question de s'intéresser au raisonnement de l'action de ces acteurs sur l'agriculture. Pour l'instant je connais peu d'expériences où l'on s'intéresse aussi au raisonnement des acteurs non agricoles sur l'agriculture. Mais si l'on va jusqu'au bout du raisonnement de l'ouverture aux territoires, c'est une question qui se pose. Ceci place les agronomes en situation d'intervention dans des jeux d'acteurs, c'est-à-dire l'agronome dans l'action au niveau territorial se trouve en même temps médiateur et expert. Il mobilise des connaissances sur l'interaction entre l'utilisation de l'espace, les pratiques agricoles et les processus écologiques. Il intègre les différentes stratégies des acteurs et leur donne à voir ce que cela peut donner. Il est engagé dans la négociation, dans la construction de la coordination, c'est typiquement les travaux réalisés avec des jeux d'acteurs à partir de modèles multi-agents qui simulent les processus écologiques, les stratégies des exploitations agricoles.

Ce fait et l'apparition des nouveaux acteurs dans le système amènent à placer l'agronomie dans l'action. (ii) En terme de recherche ceci impose d'intégrer la dimension action politique car les acteurs sont nombreux, cela suppose de s'intéresser à la production de biens, à la production de services, de valeur, à réfléchir à l'intégration de savoirs locaux, d'acteurs agricoles, non agricoles et de faire circuler tous ces savoirs. Et puis il faut s'organiser pour produire des connaissances à partir de cet engagement dans l'action. Et tout ceci renvoie à Michel Sebillotte sur l'épistémologie de l'agir du chercheur et donc tous les dispositifs en recherche action, en partenariat qui ont été à la base de PSDR.

3/ L'interdisciplinarité

Le territoire s'ouvre sur de nombreuses disciplines en interaction avec un registre qui s'élargit. L'enjeu est d'amener à délimiter ce qui relève de l'agronomie et ce qui relève de l'articulation avec d'autres disciplines.

4/ Faire reconnaître un courant de l'agronomie qui se positionne au niveau des territoires

Il y a un courant d'agronomie qui se positionne au niveau de l'exploitation : l'agronomie des systèmes d'exploitation. En France cette reconnaissance se fait petit à petit dans le prolongement des sentiers ouverts par Desfontaines. Au niveau international, l'obstacle important est la langue mais certaines initiatives sont prises pour contrer l'émergence du *landscape agronomy*. C'est un enjeu important où il y a des perspectives.

Pour conclure, la tendance qui amène l'agronomie ainsi que d'autres disciplines à traiter des questions à des niveaux d'organisation territoriale est sous-tendue par des enjeux très forts. Les enjeux de l'environnement, de la gestion de l'eau, de la gestion de l'espace, des enjeux de changement climatique. La puissance de ces enjeux amène à penser qu'il y a des perspectives d'avenir. Cet élargissement des niveaux d'organisation correspond à des changements très importants pour les disciplines. Le passage d'un espace considéré homogène à un espace hétérogène, le passage d'un type unique d'acteur, d'agriculteur à de nombreux acteurs, le changement de rapport à l'action pour, sur et dans l'action, le passage d'actions individuelles à l'action collective et puis des collaborations interdisciplinaires nouvelles. Il me semble que le traitement des questions qui se trouve à des niveaux plus larges, n'exprime pas du tout les approches au niveau infra. En même temps, il faut penser de nouvelles approches de l'économie, de nouvelles collaborations à des niveaux plus larges.

Deux arguments peuvent justifier la mobilisation de l'agronomie dans PSDR. Une première catégorie d'arguments tourne autour de la finalité agricole associée à l'importance de l'agriculture dans de nombreux territoires. Nous sommes bien dans la justification du « pour » du développement. C'est vrai aussi pour beaucoup de disciplines qui parfois peuvent être très loin des questions du développement régional. Il me semble que lorsque l'on regarde le rapport disciplinaire du développement régional, il y a une différence qu'il faut discuter entre les savoirs produits par la discipline et le développement régional. Donc c'est un argument important mais pas suffisant pour expliquer que parce que c'est important pour l'agriculture, c'est important pour le développement régional.

La deuxième catégorie d'arguments se base sur le lien de l'agronomie à l'action. On s'intéresse à l'action des acteurs de l'agriculture, peut-être même bientôt à l'action des acteurs qui n'appartiennent pas au monde agricole mais qui agissent sur l'agriculture quand même. Et c'est par ce biais là que l'on touche le plus au « sur » le développement aussi au « pour », et c'est un argument plus solide que celui de la finalité agricole de l'agronomie pour discuter de la mobilisation de l'agronomie dans PSDR.

Débat

Jacques Caneill

Je voudrais faire remarquer que la délimitation de l'agronomie peut se faire avec beaucoup de controverses. Etienne a su lisser ces controverses pour vous faire comprendre ce qui permet de mieux se situer dans la relation avec la discipline. Question : Quelle est la différence entre inter et transdisciplinarité ?

Etienne Josien

J'ai emprunté la nuance faite au texte de Michel Sebillotte sur l'épistémologie d'agir du chercheur où il parle de l'importance de la scientificité des travaux faits en partenariat, pris en compte dans les dispositifs d'évaluation. Il dit bien qu'il ne parle pas d'interdisciplinarité, qu'il voit comme des collaborations construites entre disciplines à partir de leur propre fonctionnement. La transdisciplinarité est la construction de la collaboration des disciplines à partir des questions des acteurs. On permet aux disciplines de collaborer entre elles.

Christophe Soulard

Les agronomes s'intéressent-ils aux décisions des autres acteurs que les agriculteurs ?

Travaillant dans l'urbanisation, nous sommes dans un domaine de préoccupation où les agronomes sont très peu présents. Par exemple dans le domaine de la planification urbaine qui s'étend sur des espaces de plus en plus loin des villes avec une grosse composante d'espaces agricoles, la place de l'agronomie dans les diagnostics réalisés est assez peu présente. Même dans les travaux de recherche que l'on mène, je ne suis pas sûr que l'on ait trouvé les formules pour associer ces agronomes à ces questions. C'est un peu la même chose dans les questions que les consommateurs posent aux producteurs sur des nouvelles formes d'agriculture de proximité. Il y a des enjeux énormes.

S'intéressent-ils aux autres acteurs ? Je pense que par rapport à ces questions, il faut prendre en compte l'évolution des autres disciplines avec lesquelles l'agronomie est amenée à travailler. On a une réflexion sur l'interface entre l'exploitation agricole et le territoire. Comme on le dit, par exemple l'intensification écologique, les enjeux environnementaux amènent à intégrer d'autres notions qui ne sont pas sur les mêmes espaces que les exploitations agricoles. Or pour prendre en compte ces nouveaux espaces il faut mettre en place des gestions territoriales qui ne sont pas déjà présentes. Donc il y a comme un point aveugle entre des structures agricoles gérées, des structures autres au niveau des territoires et des besoins de gestion, de régulation territoriale avec des acteurs qui ne sont actuellement pas connectés et avec des dispositifs qui ne sont pas déjà vus. Là je pense qu'il y a quelque chose à inventer au niveau des recherches.

Etienne Josien

Par rapport à la décision des autres acteurs dans l'agriculture, il me semble que dans la géo-agronomie lorsque Desfontaines parlait de paysages concrets, de paysages abstraits, des germes de l'ouverture sur toute la borne sociale, sur toutes les représentations qu'ont les autres acteurs de la place dans l'agriculture, le paysage était déjà présent et je dirai que l'ouverture par rapport à d'autres disciplines était présente aussi. C'est vrai qu'à Grenoble nous avons des travaux dans ce sens là et ce sont plutôt les géographes qui se sont emparés de cette question de la demande sociale, de la place de l'agriculture dans le territoire mais je dirais que l'intérêt était réciproque. Un intérêt d'une part pour les agronomes de pouvoir avoir les apports des disciplines des géographes et des sociologues mais également c'est un moment où la géographie s'intéressait plus à l'approche du paysage sous un angle sociologique et représentatif qu'à un paysage concret et qu'au processus menant à sa formation. Il y a donc plusieurs approches de la manière dont plusieurs acteurs interviennent dans la décision vis-à-vis de l'agriculture.

Jacques Caneill

Je vais confirmer ce point de vue. Je pense que c'est une question qui émerge de plus en plus. C'est une question de recherche mais aussi de co-construction entre plusieurs disciplines et c'est là que je rejoins mon collègue. Je ne transformerais pas les spécialistes de l'agronomie en spécialistes des représentations, j'irais plutôt chercher un spécialiste des représentations et voir comment on peut se relier à l'agronomie. Cela me pose une question en tant qu'enseignant : c'est qu'on n'est pas capable actuellement de former des agronomes capables d'être dans ce marché périurbain, que c'est peut être un enjeu recherche mais c'est aussi un enjeu très fort qui peut déboucher sur une formation.

André Torre

Le choix des disciplines privilégiées en interface avec l'agronomie : géographie, écologie, économie, sociologie, sciences de gestion. Pourquoi cette hiérarchie ?

Etienne Josien

Les sciences de gestion donnent l'impression d'être en avant dans l'agronomie, sur une approche de terrain participative, etc. Peut être moins pour les autres matières. C'est un commentaire sur cette hiérarchie et le choix des disciplines prioritaires dans l'alliance avec l'agronomie.

Il me semble que les disciplines des sciences sociales touchent autant de questions qui concernent tous les acteurs du territoire y compris ceux qui n'ont rien à voir avec l'agriculture. Donc c'est pour ça que je les ai placées sur le cadre général du territoire, c'est-à-dire qu'elles rentrent dedans et qu'elles envahissent le territoire. Les sciences sociales, dans mon classement, je peux les mettre partout et la géographie est basée sur l'espace donc je voyais mal comment la placer ailleurs mais mon but était de montrer comment délimiter et associer, et ne pas cloisonner. Je pense que ce sont des disciplines qui interagissent avec l'agronomie, pour les sciences de gestion, c'est vrai que je peux les rallier au monde des pratiques agricoles, tout le raisonnement sur l'action correspond à ceci mais on peut aussi les rallier aux coordinations des acteurs. C'est un schéma peut être pas tout à fait opérant pour réfléchir à l'articulation des disciplines et puis j'ai choisi de mettre des noms de discipline assez généraux, comme l'écologie du paysage ou diverses formes d'économie, mais j'ai choisi de rester très général donc ce n'est peut être pas forcément très efficace.

Denis Paillard

Je prends ma casquette d'enseignant à l'INP ENSA Toulouse. A l'occasion de travaux sur les territoires, sur l'agronomie et pour rebondir sur ce que disait Christophe et ce que vous évoquez en terme de formation, il me semble que l'on pourrait s'interroger sur la capacité de passer d'une échelle à l'autre, ce qui est je pense indispensable pour les agronomes. Par exemple de passer de la parcelle à l'exploitation ou de l'exploitation d'un territoire à un territoire plus large.

Etienne Josien

Je pense par rapport à ce que disait André que ce n'est pas l'idée de donner une hiérarchie aux disciplines mais plutôt de dire qu'il y a des rapprochements avec la géographie mais elle n'a pas le monopole du travail sur l'espace. Ces dimensions là peuvent être prises dans d'autres disciplines. De la même façon que la science de gestion n'a pas le monopole de la réflexion sur l'action. Il me semble que c'est cela que l'on essaie de dire sur ce schéma, et peut être aussi que c'est au travers des actions que l'on va pouvoir interpeller ces différentes disciplines. Plus que la pratique c'est l'action qui est fédératrice. Si on pointe toujours l'agronomie c'est aussi la capacité des agronomes à avoir un certain regard sur l'action, sur le pilotage sur l'action, je pense que c'est un point fort de l'agronomie d'être à la fois une science technique qui reste les pieds sur le terrain mais de s'être aussi posée les questions sur quels sont les pilotes et quels sont les acteurs qui conduisent ces questions là. Et c'est pour cela que pour moi le terme agronomie des territoires est plus générique car il vise plutôt à un certain regard sur l'action et un lien, donc on peut la conduire en tenant compte de la pluralité des acteurs et de la pluralité des enjeux.

Denis Paillard

Une question qui se prolonge sur la question de l'évolution de l'agronomie sur les autres disciplines, et par rapport au fait de faire reconnaître l'agronomie des territoires sur le plan international. On parle beaucoup d'agroécologie, alors quel rapprochement entre l'écologie et l'agronomie ? Est-ce que ça peut être vu comme une tension par rapport à une agronomie plus tournée vers le territoire ou l'évolution de la discipline notamment sur le plan international ? Donc est-ce vécu comme une tension ou est-ce qu'il y a de la place pour tout ?

Etienne Josien

L'agroécologie, on en parle depuis un moment en France. Elle pose un certain nombre de problèmes au niveau territoire. Je pense qu'il y a une intersection non négligeable avec l'agronomie du territoire, et le fait qu'il peut y avoir à ce niveau là des tensions soulevées par l'agroécologie, notamment dans les interactions avec les acteurs et dans des questions qui vont peut être un peu plus loin sur les processus écologiques.

Jacques Caneill

Je vais conclure cet aspect de construction de l'agronomie. Au point de vue historique, cela s'est passé dans l'autre sens, Avant c'était plutôt de l'agronomie systémique, de la gestion dans laquelle on ajoutait la production animale et végétale. On retrouve un écho de cette agronomie systémique et plutôt territoriale juste avant la révolution ou l'Abbaye Rosier présente une carte du bassin versant qui n'était pas de lui mais où il renseigne les systèmes de culture et d'élevage dans son ouvrage. Le terme agronomie n'apparaît qu'en 1862. C'est au 19^{ième} que s'est développée l'agronomie.

Conférence 3

(27 mai 2010)

Quand les acteurs de l'aménagement du territoire interrogent les chercheurs. Regards sur une pratique en construction

Vincent Piveteau, Ministère de l'écologie, de l'énergie
du développement durable et de la mer

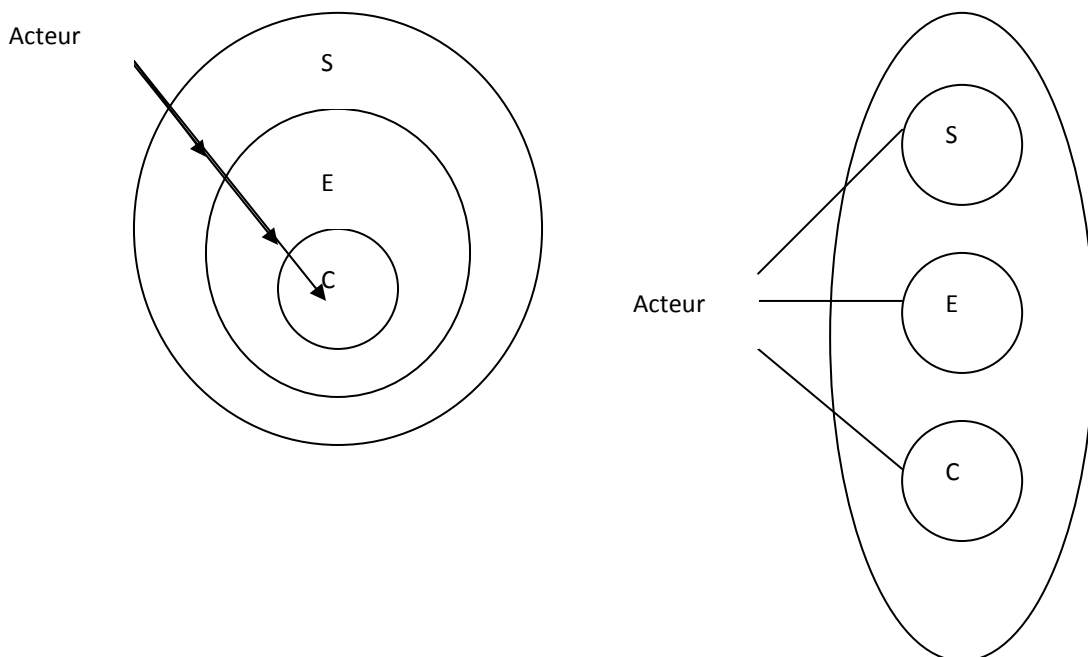
L'objet de cette conférence est d'aborder la question de la manière dont les acteurs voient les chercheurs, à partir des matériaux dont je dispose et d'une expérience personnelle à la DATAR.

Il n'existe pas de capitalisation sur la place de la recherche du côté des acteurs, qu'il s'agisse d'aborder la question des lieux, des outils ou des dispositifs dans lesquels se noue cette relation ; en dépit de quelques initiatives comme les modèles CHU et les modèles urbains (ETD, PUCA, Institut pour la Ville en Mouvement, MEDAD [A. Masboungi]).

A l'inverse, cette question a été abordée par différents travaux de recherche, y compris à l'INRA : Albaladejo et Casabianca (1997), Beguin et Cerf (2009), Latour (2001)

Deux thèses peuvent être évoquées quant à la manière dont les acteurs voient les chercheurs, rendant compte du fait que ce chercheur est un être complexe, difficile à cerner, et composé de trois facettes :

- le scientifique, disposant d'une légitimité institutionnelle et organisationnelle, celle des savoirs constitués
- l'expert, considéré comme un magicien, manipulateur des savoirs, et marginal sécant
- le chercheur, explorateur de fronts inconnus



Pour l'acteur, il faut donc traverser deux couches avant d'atteindre le chercheur.

Ces trois figures peuvent être assimilées aux figures de l'analyse transactionnelle (E. Berne) : le scientifique renvoyant au statut de parent, l'expert à l'adulte, et le chercheur à l'enfant.

On constate une porosité entre ces différentes composantes et par ailleurs, la taille des sphères est variable selon les individus :

- A – S : définit un rapport croisé d'autorité et d'imposition
- A – E : définit un rapport croisé de légitimation
- A – C : définit un rapport médié

L'examen du tableau de H. Testelin : Etablissement de l'Académie des Sciences en 1666, permet une lecture des rapports entre le pouvoir et la science

- le pouvoir rassemble et ordonne la science
- le pouvoir équipe la science
- le pouvoir assujettit la science à ses projets territoriaux
- il existe une médiation entre le pouvoir et la science (importance du rôle de médiateur)
- il existe une médiatisation du rapport entre pouvoir et science

Les rapports Acteur – Scientifique : des rapports de commandement

Ces rapports de commandement portent sur la localisation des activités de recherche, et sur les modalités de coopération entre les scientifiques et les territoires, les industriels, le secteur de l'enseignement, etc.

Ce type de relation s'exprime par exemple dans le rapport Saint Etienne consacré à l'importance de l'économie de l'innovation et de la connaissance dans le processus de globalisation de l'économie ; mettant en évidence le rôle des effets d'agglomération des activités de recherche.

Cela se traduit par des orientations en termes de localisation et de structuration de pôles de recherche, comme par exemple l'installation de l'INSEE à Metz, en lien avec le pôle luxembourgeois et l'Université de Lorraine.

Ce rapport est porté par certaines théories scientifiques, certains « catéchismes » qui s'imposent aux acteurs, aujourd'hui l'économie résidentielle, la triple hélice, jadis le polycentrisme maillé.

Les rapports Acteur – Expert : trois évolutions qui justifient le recours à l'expert

Le modèle de la politique publique séquentielle est mis à mal. L'autorité ne fait pas la décision. A quel moment a lieu la décision ? Quel est l'acte qui fait décision ? On bascule dans l'action publique, caractérisée par une démographie galopante des acteurs pertinents, la multiplication des espaces de débats, la médiatisation et la recherche de maîtrise de la communication.

L'expert est alors largement mobilisé dans des configurations variées (en coûts et en modalités contractuelles).

Le recours à l'expert répond à un souci de légitimation d'action de la part de l'acteur. Pour organiser le temps de l'action publique :

- maîtrise de la séquence dans la décision et l'action
- renforcement hiérarchique
- médiatisation de l'action (crédibilisation par la présence de personnalités)
- gage d'une certaine transparence (présence d'un tiers)
- renouvellement des idées et au changement

Mais ce rapport n'est pas dépourvu de frustrations, dans deux types de situations :

- quand l'action/décision publique ne peut s'appuyer sur aucun résultat scientifique. Par exemple au moment d'élaborer des réponses à la crise économique
Auparavant, il s'agissait par exemple des aides à finalité régionale qu'il fallait supprimer. Comment faire pour prolonger ce dispositif pour financer l'investissement des entreprises par des travaux disponibles et la pression des politiques ?
- quand il existe des controverses entre scientifiques

Les rapports Acteur – Chercheur : le caractère inaccessible des débats entre chercheurs pour les acteurs

Le rapport entre acteurs et chercheurs est médié par l'ingénierie territoriale, qui peut être considérée comme une institution par laquelle on agit sur le monde mais aussi on pense le monde.

Les débats entre chercheurs sont inaccessibles pour la plupart des acteurs, et ne les intéressent pas nécessairement, hormis s'ils contribuent à renforcer l'ingénierie territoriale, non pas vue comme un outil mais comme une forme d'action.

Il faut donc réfléchir aux dispositifs qui permettent la relation directe entre acteurs et chercheurs. A titre d'exemple, différents dispositifs et objets peuvent être évoqués favorisant cette mise en relation :

- les conférences de consensus sur la territorialisation des politiques publiques,
- le risque d'intégration du LEADER dans le FEADER, donc perte du pilotage du LEADER par la DATAR au profit du Ministère de l'Agriculture : ancrage de l'activité agricole, activité motrice pour le développement territorial, mode d'implication des communautés locales,
- les dispositifs de formation interactifs et exploratoires,
- la permanence des réseaux sociaux privilégiés pour définir qui est présent dans cette relation acteurs/chercheurs.

Pour conclure on peut dire que plusieurs questionnements à enjeux structurent cette relation entre acteurs et chercheurs :

- Peut-on formaliser les compétences et types de pratiques des chercheurs selon qu'ils soient en position de scientifique, d'expert ou de chercheur ?
- Est-ce que le recours aux experts n'est pas un principe d'assurance et de dédouanement des politiques vers les chercheurs (quand ça ne marche pas) ?
- Quels sont risques de délégitimation du chercheur qui est pris en tant qu'expert ?

